



# LES MINUTES AÉMA

## #9

DÉMOCRATIE POLITIQUE ET DÉMOCRATIE  
MUTUALISTE : QUELS AVENIRS ?

MINUTE ISSUE DE L'INTERVENTION DE  
PASCAL PERRINEAU DU 21 NOVEMBRE 2022

## S O M M A I R E

- 00 LES RENCONTRES AÉMA
- 01 L'INTRODUCTION  
DE PASCAL MICHARD
- 02 L'INTERVENTION DE PASCAL  
PERRINEAU
- 03 ÉCHANGES,  
APPROFONDISSEMENTS  
ET PERSPECTIVES
- 04 OUVERTURES À L'ISSUE  
DES ÉCHANGES
- 05 A PROPOS  
DES INTERVENANTS

## *Anticiper le futur pour mieux comprendre le monde*

Quels sont les contours de notre destinée commune ? Comment bâtir le monde de demain autour des valeurs de solidarité, d'équité, de partage, de protection et d'apports mutuels dont le mutualisme se revendique ?

Les *Rencontres Aéma* participent de cette volonté d'Aéma Groupe, premier Groupe mutualiste de protection français, de mieux comprendre notre monde pour construire la protection de demain.

Cette volonté s'articule autour de quatre grands thèmes au cœur du questionnement d'Aéma Groupe et dont chacun constitue un enjeu d'avenir dans notre projet de vie en commun :

- Les solidarités territoriales
- Les solidarités générationnelles
- L'avenir de la protection sociale
- Le numérique éthique

Sur chacun de ces sujets majeurs, les *Rencontres Aéma* s'organisent autour de femmes et d'hommes, acteurs publics, chercheurs, acteurs de l'économie sociale et solidaire, dont les actions, les réflexions et l'observation du monde constituent autant de regards éclairants sur notre société.

Cette rencontre avec Pascal Perrineau sur le thème : « Démocratie politique et démocratie mutualiste, quels avenir ? » a eu lieu le 21 novembre 2022 au siège d'Aéma Groupe.



# L'INTRODUCTION DE PASCAL MICHARD

## *Nous ouvrir à d'autres regards*

### **Pascal Michard, Président d'Aéma Groupe :**

Cher Pascal Perrineau qui nous faites l'honneur d'être notre orateur ce soir, cher François Miquet-Marty, Mesdames et Messieurs les Administrateurs des Conseils d'administration des entités du Groupe, Mesdames et Messieurs les membres du collectif Dirigeants d'Aéma Groupe, Mesdames et Messieurs qui nous faites l'honneur de participer à nos travaux, Chers amis, c'est pour moi un plaisir d'ouvrir ces neuvièmes Rencontres d'Aéma dans notre auditorium de Pernet. Neuvième rencontre en moins de deux ans d'existence d'Aéma Groupe, où se sont succédés de nombreux orateurs. Nous avons travaillé au cours des précédents mois sur l'avenir des territoires avec Hervé Le Bras et Laurent Davezies, sur l'avenir de la protection avec Cynthia Fleury, François Hollande, Pierre Rosanvallon, Anne Muxel et Jean-Luc Izard. Sur le numérique également avec Cédric O, Adrien Basdevant, Alain Clot, Paul de Billy, et Maya Noël. Alors que se profile la fin de notre deuxième année d'existence, je parle de celle du groupe, je souhaitais

rappeler à destination de notre invité de ce soir, mais également en guise de bilan pour nous tous et toutes, ce qui nous a animé dans la construction de ce dispositif de prospective et d'analyse, qui était somme toute assez inédit dans chacune de nos structures d'origine, qu'il s'agisse d'Aésio, de Macif ou d'Abeille Assurances. Par ces neuf rencontres, nous avons souhaité créer quelques mois seulement après la naissance d'Aéma Groupe, un lieu d'échanges si possible intelligent, en tant qu'assureur, en tant que mutualiste et en tant que dirigeants d'entreprises engagées dans la cité. Cette démarche impliquait de nous ouvrir à d'autres regards, que ceux auxquels nous sommes quotidiennement habitués, à s'ouvrir vers de nouveaux champs de réflexion qui ne sont pas ceux uniquement de l'assurance, mais bien des enjeux de protection au sens large et au-delà des enjeux de société, voire de civilisation. Prévenir les risques et assurer la protection en santé, assurance des biens et des personnes, épargne, prévoyance de 11 millions de foyers français nous oblige à cette ouverture d'esprit, à cette compréhension du monde.

# *La gouvernance démocratique : au cœur du modèle de l'Économie Sociale et Solidaire*

**Pascal Michard, Président d'Aéma Groupe :**

Notre nature même d'acteur mutualiste, d'un mutualisme de l'action, de l'engagement et de la responsabilité, une nature par laquelle nous avons un positionnement en termes d'assureur dans le marché concurrentiel, mais sans les contraintes capitalistes et en même temps par cette même nature, nous avons des spécificités de gouvernance qui ne vous auront pas échappé. Tout cela nous oblige également à anticiper le futur pour mieux comprendre le monde.

S'ouvrir et se projeter sont les deux mouvements dynamiques inhérents à la construction de ce groupe, à sa nature et je peux le dire à son futur proche.

Voilà en quelques mots les raisons de notre souhait de vous faire venir ici et je suis heureux, cher Pascal Perrineau, que vous ayez accepté cette invitation pour entamer un nouveau cycle thématique autour de la gouvernance démocratique, qui vous le savez est au cœur du modèle de l'économie sociale et solidaire, famille à laquelle nous appartenons. Nous mettons chaque jour dans nos entreprises mutualistes, dans un modèle de légitimité très spécifique où les mandats répondent certes à ce qu'on appelle en bon français le « Fit and Proper » ou pour le dire plus simplement à de la compétence, mais également au-delà du professionnalisme et de l'adaptation, de l'aptitude au poste. Répondre aussi à une légitimité démocratique issue de l'élection dans nos structures mutualistes, dont la solidarité organisée est le concept fondateur et non pas la possession de valeurs.

Pour le dire autrement, dans nos entreprises de personnes et non de capitaux, ce n'est pas la propriété matérielle qui détermine le pouvoir, mais la légitimité élective qui est tout aussi importante que le « Fit and Proper » réglementaire. Les 1800 délégués mutualistes du groupe, issus des régions politiques qui structurent et composent nos mutuelles, les 620 membres des assemblées générales de Macif et Aésio Mutuelle élus par les sociétaires ou les adhérents, assemblées générales qui elles-mêmes élisent nos administrateurs, tous, c'est-à-dire la plupart d'entre vous, tous sont des vecteurs de légitimité, au même titre que la culture financière, l'appétence au risque ou la maîtrise des tables actuarielles.

# *Démocratie représentative et participative se nourrissent réciproquement sans s'exclure*

## **Pascal Michard, Président d'Aéma Groupe :**

Un modèle d'entreprise fondé donc sur la démocratie représentative, mais que nous associons volontiers à une démocratie participative, afin que l'une et l'autre se nourrissent réciproquement, sans s'exclure. En ce sens si nous avons un rôle économique relativement comparable à nos homologues du secteur capitaliste, c'est-à-dire vendre des contrats d'assurance qui répondent aux besoins, et apporter le meilleur service client possible, les conditions politiques et donc stratégiques de notre groupe répondent à des ressorts bien différents.

Ce préambule étant fait, je souhaiterais si vous me le permettez, vous présenter brièvement notre orateur.

Vous êtes Pascal Perrineau, docteur d'Etat et agrégé en sciences politiques, professeur des Universités à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Vous enseignez sur vos terrains de prédilection que sont le vote, l'analyse des comportements

et des attitudes politiques, la science politique et l'extrême droite en France et en Europe. Sur ce dernier point je précise que vous avez été l'un des premiers dès le milieu des années 90 à identifier qu'à l'extrême droite, l'enracinement devient véritablement populaire avec une très forte représentation ouvrière. Vous avez plus récemment en janvier 2019 été nommé parmi les cinq garants du Grand Débat National, débat organisé pour répondre à la crise résultant du mouvement des Gilets Jaunes.

A ces titres, nous serons particulièrement attentifs à votre analyse de la situation politique en général, à votre analyse aussi de la place de la démocratie, en particulier en tant qu'entreprise reposant sur un modèle démocratique mutualiste comme je l'ai décrit. Cela nous servira incontestablement pour nourrir nos travaux et nous sera d'un apport essentiel pour agir de manière plus éclairée en notre sein et dans la cité plus généralement.

Merci à vous à la fois sur l'estrade mais aussi présents dans la salle ; merci d'être ici et je laisse à présent la parole à notre orateur.



L'INTERVENTION  
DE PASCAL PERRINEAU

*Le mutualisme est une expérience  
démocratique depuis ses origines*

**François Miquet-Marty :**

Merci beaucoup Monsieur le Président, cher Pascal Michard.

Bonsoir à toutes et à tous et merci pour votre accueil toujours sympathique.

Nous avons un invité unique ce soir, un invité d'exception : de par sa présentation, nous pouvons saisir le double ancrage de sa réflexion, à la fois académique, mais aussi de garant du Grand Débat National, très en prise sur l'actualité de ces dernières années et nous allons notamment parler de ce livre : *Le Grand Ecart*. C'est un livre qui date d'il y a trois ans, de 2019, un livre qui ouvre la réflexion sur la démocratie, on pourrait même dire les démocraties. Le propos de ce soir est de réfléchir sur ce que nous sommes en train de vivre depuis de longues années. Nous sommes quasiment en 2023, et en 2003 après le séisme politique de 2002, nous aurions pu aussi mener, il y a vingt ans, une réflexion sur les mutations de la démocratie, les perspectives de la démocratie et les pathologies de la démocratie.

Ce livre est précieux car il conduit à une réflexion sur les trois grands registres de la démocratie politique

dont nous allons parler : la démocratie représentative que l'on connaît à travers les élections, la démocratie que l'on peut qualifier de directe telle qu'elle s'est exprimée, notamment à travers le mouvement des Gilets Jaunes, de manière tout au moins manifeste, et puis la démocratie délibérative, participative, celle du grand débat.

Nous avons eu la chance d'avoir quasiment un laboratoire dans la réalité de nos existences démocratiques et de notre actualité politique, duquel tirer des enseignements. Tout cela est doublement intéressant, en termes de démocratie politique, mais aussi parce que le mutualisme est une expérience démocratique depuis ses origines. Les sociétés de secours mutuel au XIXème siècle portaient une ambition de prise de parole, d'expression des personnes qui en faisaient partie.

La soirée est très ambitieuse : l'idée est à la fois de réfléchir sur les mutations de notre démocratie, qui est la démocratie politique mais aussi de tisser quelques passerelles sur la mise en regard entre démocratie politique et démocratie mutualiste : voilà le schéma que l'on vous propose ce soir.



## *Réfléchir à la question démocratique par un détour historique*

Pascal Perrineau, merci de cette publication qui donne lieu à réflexion, et qui est d'une grande clarté : la restitution de notre parcours démocratique depuis plusieurs dizaines d'années en prenant la mesure à la fois des difficultés, des épreuves et souvent des agrégations qui sont à l'œuvre.

Pour entrer dans le vif du sujet, quel est ce grand écart dont vous parlez, est-il inquiétant et pour quelles raisons ?

### **Pascal Perrineau :**

Merci beaucoup d'abord pour votre invitation. Je suis ravi d'être là pour réfléchir au fond à la question démocratique, qui est loin aujourd'hui d'être aussi évidente qu'on veut bien le dire.

### « APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE : UN PROCESSUS DE DÉMOCRATISATION IRRÉSISTIBLE. »

Je vais faire un petit détour historique pour en venir ensuite à la situation actuelle. Quand la démocratie se réinvente au plan politique, c'est-à-dire après la guerre sur les décombres des régimes autoritaires, que ce soit les régimes du type national-socialiste, fasciste, Vichy..., lorsque la démocratie se réinvente donc, c'est la démocratie représentative, sous son aspect essentiellement parlementaire, qui va renaître. Et on peut avoir l'impression dans les années 50 et 60 que véritablement ce processus démocratique a définitivement marginalisé toute pulsion, toute orientation autoritaire et que peu à peu les opinions publiques en Europe, mais aussi dans le monde occidental et même dans le reste du monde, sont engagées dans un immense mouvement de démocratisation irrésistible.

Beaucoup de politologues américains, je pense notamment à Samuel Huntington, distingueront ainsi une première vague de démocratisation, puis une deuxième vague liée en particulier au processus de décolonisation, et puis une troisième vague liée aux régimes autoritaires qui existaient encore en Europe, comme la Grèce, l'Espagne, le Portugal qui accèdent finalement à la démocratie et s'insèrent dans l'Union Européenne. Et puis ensuite une quatrième vague de démocratisation, vous voyez on baigne en plein optimisme, qui est bien sûr liée à la chute du communisme et à l'accès des régimes dits de démocraties populaires à la démocratie représentative classique : ce sont tous nos amis polonais, hongrois, bulgares, roumains qui vont rentrer peu à peu dans cette démocratie de type représentative.

# *Un hiver de la démocratie à venir ?*

Vous pouvez regarder les grandes enquêtes faites à Washington par un institut qui regarde le développement des régimes démocratiques dans le monde : il est vrai que de plus en plus d'Etats accédaient au stade démocratique jusque dans les années 90. Et puis à partir des années 90 naît un espoir : ce sont les fameuses révolutions arabes.

On s'est dit que ce monde arabe, qui est encore lui très associé à des régimes essentiellement autoritaires, va connaître lui aussi la démocratie. Il faut bien reconnaître que cette vague a connu de multiples désillusions et qu'il n'y a pas eu de vagues de démocratisation dans le monde arabe.

## « UN RETOUR DE L'AUTORITARISME POLITIQUE. »

Cet échec de la cinquième vague de démocratisation a amené ici et là un retour de régimes autoritaires. Quand vous regardez les enquêtes 2021 et 2022 de cet institut, vous vous apercevez qu'on voit réapparaître des régimes semi autoritaires ou des régimes autoritaires en pourcentages plus nombreux que dans les années 1990-2000.

Donc il y a un retour de l'autoritarisme politique. Ce qui fait qu'il a fallu sortir de ce schéma enchanté que nous avons pu connaître pendant des années, et qui consistait à dire, comme Francis Fukuyama : la démocratie pluraliste a gagné, nous allons aller de manière irréversible vers la démocratie représentative de type libéral, tout le monde va s'y mettre, c'est même la fin de l'histoire. Quelle naïveté, Fukuyama le reconnaît aujourd'hui ! Car ce n'est pas la fin de l'histoire et certains spécialistes des régimes autoritaires, en particulier un homme qui est assez peu connu, Guy Hermet, qui est spécialiste de la sortie des régimes autoritaires, qui avait beaucoup travaillé sur le franquisme, va écrire à la fin des années 90 un livre qui s'appelle « L'hiver de la démocratie ». Cela ne va pas avoir de succès parce que ça dérange, pourtant c'est un livre d'une grande intelligence, dans lequel il anticipe tout ce qui va se passer. Guy Hermet dit qu'il faut sortir de ce schéma naïf qui consiste à dire il y a eu un printemps de la démocratie, maintenant il y a un été de la démocratie et ce sera un été éternel. Il nous explique que ce n'est pas le cas, nous sommes rentrés sans toujours nous en rendre compte dans un automne, et peut-être même un hiver de la démocratie.

## *Première menace sur la démocratie : le populisme*

Il distingue deux menaces majeures : le populisme, que ce soit sa version de gauche que nous connaissons en Espagne (Podemos), que nous avons connue en Grèce (Syriza), que l'on connaît en France avec la France Insoumise. Et puis le populisme qui est plus prégnant, le populisme de droite qui se marie avec l'héritage du nationalisme politique qui le fait revivre, et qui en ce moment dans le monde entier est à la hausse jusqu'au cœur de l'Europe, en Italie où il y a une alliance de différents types de populisme, dont le Mouvement 5 étoiles, qui est tout à fait particulier, le national-populisme de la Ligue qui est en fait un nationalisme périphérique (qui voulait que l'Italie riche abandonne l'Italie pauvre) et puis la résurgence de ce que certains appellent le fascisme, Fratelli d'Italia, le mouvement de Giorgia Meloni, nouvelle première ministre qui est en fait la résurgence d'un nationalisme italien.

### « LE CLIVAGE GAUCHE/DROITE EST ENTRÉ EN CRISE. »

Guy Hermet dit donc qu'il y a un nationalisme qui se réintroduit sans le vieux clivage gauche/droite qui nous a animé pendant des décennies, des siècles, c'est un clivage qui a deux

siècles d'existence, même si la gauche et la droite n'ont jamais eu le même contenu. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, c'était le principe de légitimité des régions, quelle part laisser à l'autorité monarchique et quelle part laisser à l'autorité issue des élections. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, c'est la question scolaire, quelle est la place laissée à l'Eglise dans la formation, et puis après ce sera la question économique, c'est-à-dire la place de la puissance publique dans l'organisation de l'économie.

Guy Hermet nous dit en fait que le clivage gauche/droite est entré en crise, d'ailleurs les Français le pensent. Aujourd'hui à peu près 2/3 des Français le disent, même quand ils se sentent de droite ou de gauche. Au fond ce clivage n'est plus très pertinent sur les grands enjeux d'aujourd'hui. Qu'est-ce que cela veut dire exactement sur l'écologie, sur des tas d'enjeux de société, sur la globalisation, sur la construction européenne : est-ce qu'il y a une Europe de gauche et une de droite ? Ce n'est pas vrai. L'Europe aujourd'hui est dirigée par une coalition de droite modérée et de gauche modérée, contre les extrêmes.

Donc il faut sortir de ce clivage et de nouveaux clivages sont en train de travailler la scène politique, en particulier le clivage autour de la globalisation.

# *Le camp de la société ouverte contre le camp du recentrage national*

Ce clivage fait éclater la gauche et la droite et fait naître une droite ouverte à la globalisation et une droite fermée, souverainiste. Et une gauche ouverte à la globalisation et une gauche fermée à la globalisation. Ce populisme ne vient donc pas par hasard, il est incroyablement moderne : il vient exprimer la pertinence et la force d'un nouveau clivage.

« LE PS EST EN VOIE  
DE DISPARITION,  
MAIS LR  
ÉGALEMENT. »

C'est le clivage qui aujourd'hui nous concerne. N'oublions pas que depuis 2017 et 2022, nous avons eu deux élections présidentielles : la gauche et la droite sont en voie de disparition. A la dernière élection, Anne Hidalgo et Valérie Pécresse, cela fait 6%.

On n'aurait jamais imaginé cela il y a 10 ou 20 ans : cela veut dire que le PS est en voie de disparition, mais LR également. Il y a des signes extrêmement lourds. Et dans le second tour qui oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen, il faut dépasser les deux personnalités : ces deux personnalités disent beaucoup plus qu'eux-mêmes. Vous avez un Président qui cherche à fédérer au fond dans son « et de droite et de gauche » le camp de la société ouverte, de la société favorable au monde

global ; et une Marine Le Pen qui tend dans son « ni de droite, ni de gauche » à fédérer le corps du recentrage national, et qui consiste à dire aux opinions « ça suffit les dégâts de la société », que ce soit la société ouverte au plan économique et financier, au plan politique (poids de l'Union Européenne, du G20, du FMI...) et ce qui pour les gens est souvent le visage de cette société ouverte, cosmopolite : le problème de l'immigration. Ce n'est pas par hasard, parce que la figure de l'immigré, c'est la figure même de l'homme qui ignore. Et pour les opinions publiques, c'est quelque part l'incarnation de la société ouverte et éventuellement de ses dégâts. Le fait qu'on ne se sent plus chez soi comme avant. Regardez Giorgia Méloni, toute sa campagne est là-dessus, Marine Le Pen toute sa campagne est là-dessus, Trump toute sa campagne est là-dessus.

J'enseigne tous les étés aux Etats Unis, j'écoutais attentivement la campagne de Trump quand il a gagné, il n'y avait que dans les universités qu'on croyait qu'Hilary Clinton allait être élue. Dès que vous sortiez dans la petite ville à côté de l'université où j'enseigne, qui est pourtant dans le Vermont, l'Etat de Bernie Sanders, vous vous aperceviez que 60% de la population disait je vais voter Trump. Et c'était sur le thème America First et sur les mesures de protectionnisme.

## *Une démocratie représentative qui est fragilisée*

Donc Guy Hermet disait : l'hiver de la démocratie est là, et il disait aussi regardez comment au cœur des démocraties se développe de plus en plus de la gouvernance technocratique, c'est-à-dire de la gouvernance qui n'a plus aucune origine électorale : comités « bidules », autorités administratives dites indépendantes...

Le rôle que joue, dans les mains des technocrates, toutes ces autorités qui n'ont aucune légitimité électorale mais qui participent bigrement au processus de prise de décision.

Il y a là deux signes que l'on est dans l'automne de la démocratie. Et si cela se poursuit cela annonce un hiver de la démocratie représentative.

On est dans une période avec une démocratie représentative, dans sa version parlementaire ou présidentielle, ou plutôt présidentieliste (je dis cela parce que dans un régime présidentiel, il y a plus de contre-poids aux pouvoirs du Président que dans la Vème République). Regardez Joe Biden il n'a pas la majorité à la Chambre des Représentants, il doit négocier bigrement fin avec les Républicains. Et vous voyez qu'Emmanuel Macron ce n'est pas le cas, il n'y a pas de contre-poids au pouvoir exécutif réel. Sauf que les électeurs sont malicieux et qu'ils sont peut-être en

train d'inventer une situation où de fait l'Assemblée Nationale pourra devenir un contrôle, on verra.

### « UNE ABSTENTION QUI EST UN MESSAGE DE PROTESTATION . »

Donc une démocratie qui est une démocratie fragile, les Français disent dans les enquêtes que la démocratie française ne fonctionne pas bien (à peu près 60% le disent, ça fait mal), et ils l'expriment de différentes manières : l'abstention, l'abstention a été élevée (28% au second tour de la présidentielle, c'est du solide) et la majorité absolue jamais atteinte dans aucune élection législative depuis qu'elles existent, aux élections de juin : là, l'abstention se libère. Et il faut faire attention, l'abstention n'est pas seulement une abstention de l'indifférence, Anne Muxel vous en avait peut-être parlé, c'est une abstention de plus en plus de gens politisés qui utilisent l'abstention pour envoyer un message de protestation : c'est un coup de gueule aussi l'abstention. Ce sont des gens qui se retirent du mécanisme, qui le prennent en grippe.

# *Une montée en puissance des courants protestataires dans la démocratie représentative*

Par exemple, avant chaque élection dans mon amphi à Sciences Po, je leur disais toujours : qui va aller voter ? En général il y en avait 1 ou 2 qui disaient je ne vais pas aller voter.

En 2022, 15% disaient qu'ils n'allaient pas aller voter, alors même que ce sont des étudiants et des étudiantes passionnés par l'objet politique. Et qui utilisent donc cette forme protestataire de l'abstention.

Donc vous avez une dégradation du perçu du fonctionnement de la démocratie représentative, que ce soit au plan national, au plan local, au plan européen, à tous les niveaux.

Réapparition, autre signe que ça se grippe, de la violence et de la radicalité, en particulier chez les moins de 30 ans, une certaine fascination, une certaine complaisance pour l'usage de la violence ou de moyens radicaux d'expression, qui n'obéissent pas du tout au caractère pacifique de l'expression par le biais de la démocratie représentative. Je le vois chez mes étudiants à Sciences Po, on vient de faire une enquête et 56% ont voté pour la France Insoumise au premier tour. Oui, le vote pour Jean Luc Mélenchon est un vote compliqué, il y a eu du « vote utile », mais c'est un vote porteur d'une radicalité assez profonde. Il faut bien voir que les députés LFI à l'Assemblée Nationale ne montrent pas une volonté de faire fonctionner tranquillement la démocratie représentative et parlementaire, c'est autre chose qui s'exprime, c'est un autre tempérament.

## « UNE DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE QUI EST GRIPPÉE. »

Un des derniers symptômes de ce dérèglement est la puissance des courants protestataires dans la démocratie représentative. La démocratie représentative même dans les élections les plus distributrices de pouvoir national, de pouvoir de gouvernement est touchée par une poussée phénoménale. Si vous prenez au premier tour de l'élection présidentielle les candidats porteurs d'une culture protestataire, c'est-à-dire qui ne sont pas dans des alliances de gouvernement, qui ne se posent pas le problème d'établir des programmes de compromis, des programmes de gouvernement : presque 60% des Français ont choisi des candidats de la protestation et ont marginalisé les grandes cultures de gouvernement de la droite et de la gauche classiques. Madame Anne Hidalgo fait à peine plus qu'un candidat trotskyste et Madame Valérie Pécresse fait à peine plus que Jean Lassalle.

## *Penser un rééquilibrage du fonctionnement de la démocratie*

Donc une démocratie représentative qui est grippée, qui ne fonctionne plus de manière satisfaisante, qui commence à connaître un grave problème de légitimité.

La nature politique ayant horreur du vide, il s'agit bien sûr d'essayer de répondre à cette crise. A mon avis, il y a pour cela trois terrains.

Et il y en a un quatrième : on en finit avec la démocratie représentative et on revient vers des régimes autoritaires.

« CE SONT AUJOURD'HUI LES MOINS DE 30 ANS QUI SONT LE PLUS FASCINÉS PAR UN HOMME FORT QUI SE PASSERAIT DU PARLEMENT ET DES ÉLECTIONS. »

Vous savez qu'il y a un item qu'on utilise : « Est-ce que vous seriez favorable à un homme fort qui se passerait du parlement et des élections ? » Dans les dernières années c'est entre 33 et 40% des Français qui répondent nous sommes favorables. Au début des tas de collègues se disaient ce sont des vieux « ronchons » avec une culture vichyste qui rêvent du retour du Maréchal. En fait quand on regarde, plus on est jeune plus on est favorable à ce type de formule. Ce sont aujourd'hui les moins de 30 ans qui sont le plus fascinés par l'homme fort. Souvent on entend dans les enquêtes qualitatives, des jeunes femmes, des jeunes hommes qui se passionnent pour la figure d'Erdogan, de Poutine, de Xi Jinping et de Trump : c'est la France d'aujourd'hui. Il suffit de voir la jeunesse de l'électorat de Marine Le Pen. Plus on est vieux, moins on vote Marine Le Pen. C'est une jeunesse dont on ne parle pas, ce n'est pas la jeunesse qu'on voit à la télé, au cinéma, c'est la jeunesse dont on ne parle pas, c'est la jeunesse qui est en galère, c'est la jeunesse du bas de la hiérarchie des diplômés, c'est la jeunesse de l'apprentissage, de l'enseignement professionnel. Donc il y a la sortie autoritaire ; si on ne se satisfait pas de la sortie autoritaire, il y a tout un travail à penser de rééquilibrage du fonctionnement d'une démocratie française qui s'est excessivement présidentialisée. A la limite je vous dirais, pour travailler beaucoup là-dessus, la république du Général de Gaulle de 58 à 62 était moins présidentialisée que la république macronienne aujourd'hui. Le Général de Gaulle était plus dans une fonction parfois arbitrale et n'avait pas ce souci de l'interventionnisme constant du pouvoir présidentiel dans toutes les affaires, qu'on a vu sous Nicolas Sarkozy et qu'on voit sous Emmanuel Macron. Avec les conseillers du Président qui sont sur tous les dossiers, je l'ai vu au moment des Gilets Jaunes et du Grand Débat National, c'était impressionnant.

# *La démocratie participative peut-elle être une réponse à la crise démocratique ?*

Il faut essayer de penser des formes de rééquilibrage au sein de la démocratie française, de la démocratie représentative afin de rééquilibrer du côté du pouvoir législatif et d'arriver au vieux rêve de Montesquieu de « checks and balances » comme diraient les Américains. Le régime américain est plus équilibré que le régime français. C'est une démocratie représentative qui doit réfléchir sur elle-même.

La deuxième réponse, très à la mode, c'est la démocratie participative. Cette démocratie représentative n'est pas née il y a 10 ou 20 ans, elle a toujours existé : sous la III<sup>ème</sup> République, sous la IV<sup>ème</sup>, il y a avait la démocratie consultative : on consultait les représentants des grands corps, il y avait une association, en dehors de l'élection, des représentants en particulier des grands corps, qui était régulièrement consultée dans le cadre de la prise de décisions politiques.

« AVEC LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE, ON CHERCHAIT À TOUCHER DES MILIEUX QUE LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE NE TOUCHERAIT PAS. »

Mais il est vrai qu'à partir des années 70, naît une démocratie participative qui a d'autres ambitions, des ambitions même de challenger la démocratie représentative : de toucher des milieux que la démocratie représentative ne toucherait pas. C'est une démocratie qui apparaît en fait dans le cadre de ce qu'on appelait, pendant les années 68, les luttes urbaines. C'est dans ce cadre des luttes urbaines, dans les quartiers issus de l'urbanisation, des ZUP, qu'elle va apparaître : environnement, aménagement des quartiers, mouvements de locataires, moyens de transport entre le lieu de résidence et le lieu de travail. Les pouvoirs locaux pour répondre à ces luttes urbaines vont inventer de plus en plus une véritable démocratie participative, qui existe encore d'ailleurs dans de multiples municipalités où on fait de la démocratie participative pour gérer les crises ou mieux, les prévenir.

J'étais dans 7 à 8 jurys de thèses en sciences politiques, où des étudiants ont pris concrètement les expériences de démocratie participative pour voir comment cela fonctionnait, qui cela touchait et comment cela s'articulait avec la démocratie représentative. Ce qui est la question essentielle parce que la démocratie représentative est la seule à avoir la légitimité en dernière instance à décider.



## *Une démocratie participative qui reste une démocratie du petit nombre*

C'est très intéressant toutes ces thèses car elles arrivent toutes à ce qu'on appelle la thèse du 1%. Il y a eu énormément de budgets participatifs, plus dans des municipalités de gauche que de droite, mais les municipalités de droite ont été touchées aussi.

Ce qu'on cherche à toucher, c'est la population municipale : et on s'aperçoit que quand une expérience de démocratie participative touche 1% de la population, c'est une réussite ; c'est-à-dire 1% des gens qui, dans le cadre de cette démarche, vont se déplacer pour dire leur mot. Car on ne va pas les convoquer, on offre des structures, des commissions municipales, des opérations de consultation sur l'aménagement de tel ou tel équipement public. Et on recense le nombre de personnes qui sur plusieurs semaines ou mois sont touchées. Et c'est 1%.

Donc cette démocratie participative est une démocratie du petit nombre, elle ne peut pas être autre chose.

### « LES LIEUX DE LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE PEUVENT DEVENIR DES LIEUX QUI S'OPPOSENT À LA DÉMOCRATIE DÉLIBÉRATIVE. »

Deuxièmement : qui sont-ils ? C'est un profil de gens plutôt classes moyennes supérieures, plutôt en maîtrise de la prise de parole (car on leur demande de s'exprimer), donc si on cherche à démocratiser, c'est plutôt un échec ; c'est pas l'ouvrier, le chômeur qui avant tout va venir dans ce type de consultation de démocratie participative.

Troisième caractéristique : ce sont plutôt des « professionnels », c'est-à-dire des gens qui sont déjà engagés dans la politique, parfois des militants, militants politiques, militants associatifs. Donc ça touche un monde tout à fait particulier. Et dernier problème : quand on rentre dans de la délibération (ce qui n'est pas toujours le cas car ce sont plutôt des démocraties d'expression), on transforme le citoyen de base en acteur de la prise de décision délibérative : et là c'est très complexe. Parce que les lieux de la démocratie participative peuvent devenir des lieux qui s'opposent à la démocratie délibérative. Très souvent, on n'invente pas de manière stable, concrète, l'articulation, la tuyauterie, entre la démocratie participative et la démocratie représentative qui en dernière instance sera celle qui prendra la décision.

Avec le Grand Débat National, auquel j'ai participé très activement car ça me passionnait, jamais un pays au monde n'avait tenté ce que l'on a fait. Faire une expérience de démocratie participative à l'échelle nationale pendant 3 mois.

# *Le Grand débat national, une source d'informations démocratiques*

C'était un immense bricolage : seuls les Irlandais avaient déjà fait un peu cela, on les a d'ailleurs consulté pour cadrer un peu les choses, mais cela s'inventait surtout au fil de l'eau. De février/mars à fin avril/début mai 2019, on s'est dit avec le Grand Débat National si on veut toucher plus de 1%, il faut multiplier les vecteurs d'expression. Il faut des vecteurs d'expression pour ceux qu'on touche d'habitude, c'est-à-dire les couches moyennes supérieures, les cols blancs. On a développé toute une série de sites et en particulier un site d'expression du Grand Débat National dans lequel il y avait une démocratie purement expressive : on pouvait écrire des lettres et le Président avait thématiqué plusieurs thèmes; mais les Français ont largement débordé au-delà de ces thèmes.

Et puis on s'est dit qu'il fallait aller chercher les autres. Alors comment chercher les autres ? On n'y a réussi qu'en partie. On a créé des structures qui existaient au moment de la Révolution, c'est-à-dire des cahiers de doléances. Et on a commencé avec l'association des maires ruraux

de France, on leur a dit vous allez ouvrir dans vos communes et vous allez prévenir les populations de vos communes de l'ouverture d'un cahier de doléances. Nous avons été surpris car cela a marché de manière impressionnante. Nous avons regardé ces premiers cahiers et nous avons créé des Réunions d'Initiatives Locales (RIL) et nous en avons organisé dans toute la France, environ un tiers des communes. Tout était noté et retranscrit. Puis nous avons demandé au réseau des préfets de faire remonter tous ces comptes-rendus à la Bibliothèque nationale pour qu'ils soient numérisés. La Bibliothèque Nationale a travaillé pour nous durant trois mois pour tout numériser.

**François Miquet-Marty :**

Et c'est public aujourd'hui ?

**Pascal Perrineau :**

C'est public aujourd'hui. Il y a eu un travail, et puis nous nous sommes dit : il faut saisir les gens dans leur mobilité, ceux dont on se disait qu'ils n'iraient jamais sur le site du gouvernement.

## *Une réussite de démocratie participative*

Cela n'a pas vraiment fonctionné parce que les gens ne comprenaient pas qu'on puisse les interroger dans une gare, une poste, etc. Mais nous avons tout de même réussi à toucher 4 % de la population électorale avec ce luxe de moyens. Cela a été une réussite puisque nous avons touché près de deux millions de Français. Pendant trois mois, j'ai fait 150 réunions. Je me suis occupé principalement de la région Grand Est. C'était très intéressant parce que j'ai regardé qui était présent et c'était très diversifié à part un élément : il n'y avait pas ou très peu de personnes issues de l'immigration. Par exemple, en Seine-Saint-Denis c'était le vide. Les personnes issues de l'immigration n'étaient pas intéressées ou ne se sentaient pas légitimes. Pourtant, cela se faisait dans des salles communales, des salles de quartier.

Nous ne cherchions pas à aller dans des lieux qui pouvaient être impressionnants. Ce qui m'a ému aussi, c'est qu'il y avait

beaucoup de ce que j'appelle des « primo-parlants ». Des gens qui pour la première fois à ce type de réunion prenaient la parole. C'était émouvant et fascinant comme l'art brut. Il y avait des personnes en situation de handicap avec leurs soignants par exemple qui prenaient la parole pour la première fois. Il y avait aussi de nombreux Gilets Jaunes. Il y avait toute une partie qui ne voulait pas participer en disant que participer c'était collaborer avec l'Etat bourgeois, les autres qui n'étaient pas dans ce genre de problématiques un peu sophistiquées sont venus. Ils étaient assis à côté de militants de la République en Marche, qui discutaient avec eux. Cela permettait de discuter, etc.

Cela fonctionnait et comme cela fonctionnait, nous nous sommes dit il faut donner un moment délibératif pour que cela pèse politiquement. Alors ensuite, nous avons cherché à organiser des moments délibératifs à l'échelle de la région.



## *Une mise en pratique de l'intelligence démocratique collective*

C'est la phase qui a coûté le plus cher car nous avons demandé à des sociétés de tirer au sort des Français, pour diversifier les participants, en leur disant: vous venez travailler pendant deux mois pour élaborer des propositions sur les cinq thèmes proposés par le Président de la République. Cela se faisait avec les professionnels. C'était très impressionnant car vous aviez des citoyens, qui par définition avaient été tirés au sort et n'ayant souvent jamais participé à ce type de réunion qui se mettaient à travailler sur la question des retraites, de l'environnement, etc. Nous aboutissions à des propositions. Nous rendions compte de ces propositions aux forces vives de la Nation à Paris, aux représentants des Français.

« C'EST UNE MINE D'INTELLIGENCE  
DÉMOCRATIQUE COLLECTIVE. »

« LE MONDE DE LA DÉMOCRATIE  
REPRÉSENTATIVE N'A PAS L'HABITUDE  
DE TRAITER LES DONNÉES ISSUES DE LA  
DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE. IL CONTINUE  
À VIVRE SUR LE MODE DE LA CONCURRENCE. »

Malheureusement, peu de personnes se sont emparées de ces datas ouvertes parce que le monde de la démocratie représentative n'a pas l'habitude de traiter les données issues de la démocratie participative. Il continue à vivre sur le mode de la concurrence, ce qui est détestable. La démocratie participative est incapable de se substituer à la démocratie représentative. Toutefois, il ne faut pas dire à la démocratie participative que l'on va prendre toutes ses solutions si on ne le fait pas, car cela nourrit une frustration incroyable. Il faut ensuite gérer la rancœur de la population. Les gens se disent alors « à quoi cela sert ? ». Il ne serait pas possible de refaire ce processus ou alors seulement avec des gens très en colère vis-à-vis de ce qu'on a fait de la démocratie participative.

## *Quel remède choisir pour faire face à la crise de la démocratie ?*

Dernier remède, c'est le retour à l'esprit de la Constitution de 1958, c'est-à-dire que le suffrage universel s'exprime par la voix de nos représentants et par la voix du référendum. C'est le retour à la démocratie simple. L'expérience de 2005 a créé une forme de tétanie dans le monde politique sur le recours au référendum. Il ne peut plus être utilisé, or, il y a une demande de la population à s'exprimer directement. Je crois par exemple que sur le sujet extrêmement complexe que représente l'euthanasie ou la fin de vie, après évidemment un travail préalable avec les forces vives de la Nation qui ont des choses à dire sur le sujet et ses enjeux, que chaque citoyen a certainement quelque chose à dire sur ce sujet. Chaque Français presque a quelque chose à dire. Je crois qu'une consultation de type référendaire sera la bienvenue car on ne peut pas imaginer que cela se passe uniquement dans la main des représentants alors que chaque histoire individuelle est informative sur le sujet. Il faudrait que l'on puisse tous s'exprimer.

Si ces remèdes ne sont pas utilisés ou ne fonctionnent pas, nous allons avoir un retour à la démocratie directe manifestante. C'est-à-dire la démocratie des tout-petits. Regarder les effectifs de qui manifeste, c'est véritablement une démocratie des tout-petits. Mais dans cette démocratie manifestante réapparaît l'idée qu'il y aurait une vérité de cette démocratie manifestante beaucoup plus importante que dans la démocratie représentative. C'est ce que l'on ressent aujourd'hui dans toute une série de minorités actives qui consiste à dire que « c'est nous ». C'est l'autodésignation du peuple alors que le nombre de manifestants est assez réduit. Il y a une force dans ce discours, y compris dans les milieux intellectuels. Il faut faire attention à ce retour en force car c'est extrêmement ancien comme mouvement. Dès la Révolution, Jean-Jacques Rousseau, dans le Contrat Social, dit au fond la souveraineté populaire ne peut pas se représenter, elle ne peut pas être représentée, dès qu'elle est représentée, elle est trahie. Il faut bien voir que cette démocratie manifestante est tout à fait en symbiose, sans le savoir, avec ce courant de démocratie directe rousseauiste qui part de l'idée que dès le départ la démocratie représentative n'est pas la vraie démocratie.



# *Les différents types de démocraties sont-ils compatibles ?*

« NOUS AVONS UN RETOUR EN FORCE DE CES IDÉES ET C'EST UN CHALLENGE POUR LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE. CETTE DERNIÈRE SE LAISSE IMPRESSIONNER PAR CETTE DÉMOCRATIE MANIFESTANTE QUI SERAIT PORTEUSE D'UNE AUTHENTICITÉ QUE N'AURAIT PAS LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE. »

Vous m'excuserez de ce détour mais je pense que c'est un sujet important car je crois que nous sommes entrés à la croisée des chemins depuis une petite dizaine d'années. Nous n'en sommes pas sortis car cela s'aggrave et que cet écart s'aggrave. Ce n'est pas la première fois qu'il y a des écarts. En 1968, par exemple, la démocratie manifestante indiquait un certain chemin, De Gaulle dissout l'Assemblée, le peuple s'exprime par la démocratie représentative. Les législatives de juin 1968 démontre que le peuple n'est pas sur une optique révolutionnaire. La démocratie représentative vient démentir la démocratie manifestante. En 1995, le mouvement social contre Juppé, est apparemment en contradiction totale avec la présidentielle de 1995. Cependant, cette démocratie manifestante est annonciatrice du retour de la gauche au pouvoir en 1997. C'était un des signaux faibles qui a été ignoré car peu de personnes pensent à l'articulation entre les différents types de démocraties.

## **François Miquet-Marty :**

Merci beaucoup pour cette fresque très intéressante et dont le point d'arrivée est ce grand écart entre les différentes démocraties. Alors est-il possible d'esquisser des hypothèses de solutions ? Pascal Michard disait tout à l'heure que la démocratie mutualiste telle qu'elle est conçue et mise en place cherche à concilier une part de démocratie représentative, avec des élus, et une part de démocratie participative avec des personnes qui donnent leur avis. C'est la réalité de la démocratie mutualiste.

## *L'articulation des démocraties, faut-il prendre exemple sur les Suisses ?*

Lorsqu'on interroge les Français de manière générale, ce qui arrive en tête est le souhait d'une articulation entre les différents types de démocratie. Nous avons publié un sondage Viavoice avec la Fondation Jean Jaurès, dans lequel 77 % des Français veulent pouvoir imposer aux élus de débattre d'un sujet ou d'un projet de loi si une pétition a reçu assez de signatures. Nous avons des citoyens qui s'expriment et la démocratie représentative qui reprend le relais. Une autre idée qui ressort, avec 69 % des personnes interrogées, qui voudraient pouvoir imposer un référendum à partir d'une pétition qui a reçu un certain nombre de signatures, il existe d'ailleurs déjà des choses en ce sens. Est-il possible d'une manière ou d'une autre de concevoir des articulations entre les démocraties ou est-on condamné à ce que ces démocraties fonctionnent dans des sortes de couloirs ? Dans mon livre « Les oubliés de la démocratie », des personnes me disaient « je crie, je crie et personne ne m'entend » ou alors « je vote mais rien ne change ». Est-il possible d'une manière ou d'une autre d'associer des citoyens qui se mobilisent comme les Gilets Jaunes, des personnes qui veulent se faire entendre et les mécanismes de la démocratie représentative ? Poser la question est souvent plus simple que d'y répondre.

### **Pascal Perrineau :**

Ce n'est pas simple mais nous pouvons y réfléchir et certains systèmes le font déjà.

« PAR EXEMPLE, LES SUISSES SONT EN AVANCE EN TERMES D'ARTICULATION DES DIFFÉRENTES DÉMOCRATIES. »

J'étais professeur à Genève et j'ai été frappé par l'inventivité suisse. La démocratie suisse repose sur plusieurs piliers. Elle fonctionne sur une démocratie représentative extrêmement subtile mais qui a l'avantage d'être organisée selon les étages territoriaux. C'est-à-dire qu'il y a plus qu'une décentralisation en Suisse, ce sont les cantons bien plus que l'Etat suisse qui gère les affaires quotidiennes.

## *La Suisse, l'exemple à suivre ?*

De ce fait, il y a des étages de démocratie représentative de proximité, étroitement articulés avec l'étage supérieur qui est le niveau confédéral qui fonctionne parfaitement bien. Avec une tubulure démocratique tout à fait au point. Même chose pour la démocratie directe avec les pétitions, les référendums d'initiative populaire, à partir d'un certains quota de signatures car il ne faut pas non plus que cela devienne une démocratie d'agitation qui va discréditer complètement la démocratie semi-directe. Il y a l'obligation pour le canton d'organiser un référendum, et il faut voir la qualité du matériel électoral suisse car chaque électeur reçoit un document expliquant les positions de l'Etat fédéral, celui de chaque parti, avec des dessins, etc. Il y a une forme de neutralité intelligente organisée par l'Etat confédéral ou le canton selon l'organisateur.

Alors, bien sûr, même quand il y a beaucoup de participation, il ne faut pas s'attendre à une participation aux alentours de 80 %. Les Suisses votent très souvent, de ce fait, les taux de participation sont régulièrement autour de 20 ou 30 %. Toutefois, sur un sujet qui les concerne véritablement, ces 20 ou 30 % qui avaient pu se faire une opinion grâce à l'agora organisée par l'Etat, se sont exprimés. Et pas simplement les professionnels, les militants ou les minorités dites actives. Les Suisses nous montrent donc le chemin. Le parlement suisse est un chef d'œuvre.

Cependant, cela n'empêche pas la Suisse d'être soumise comme les autres démocraties à la montée du populisme. Le premier parti en Suisse, c'est le parti du peuple suisse, le SVP, qu'on appelle l'Union du Centre, mais qui ne sont pas du centre. Ce parti populiste a été créé par un grand industriel qui s'appelle Christophe Blocher parce qu'en Suisse, il y a ce tempérament de la défense du patrimoine du peuple suisse et de ses traditions, et même au niveau cantonal, ça fait partie de l'identité suisse. Chaque Suisse a un drapeau dans son jardin. L'apparition de la Suisse comme société multiculturelle pose des problèmes.



## *Le compromis est-il la solution pour renforcer la démocratie ?*

Ce n'est pas de la xénophobie, c'est véritablement que la tradition, le folklore suisse, est prise complètement à rebrousse-poil et que les montagnards au fin fond de leur vallée voit la société multiculturelle d'une manière différente que les citoyens branchés de Zurich voient la société multiculturelle.

Le référendum d'initiative partagée en France est, à mon avis, quelque chose qu'il faut retravailler à la fois au niveau des signatures et au niveau de l'articulation avec les cercles décisionnaires législatifs. C'est le seul secteur dans lequel il y a une véritable articulation entre démocratie participative, issue de la démocratie directe ou semi-directe, et la démocratie représentative qui est pensée. J'espère que sur la fin de vie, ils vont le faire car on prend énormément de retard alors qu'il y a énormément de bonnes volontés qui voudraient travailler sur le sujet.

Il suffirait de s'inspirer de la Suisse ou de l'Irlande, ou des démocraties nordiques. Toutes les conférences de consensus, c'est extraordinaire. En réalité, c'est aussi très simple à organiser. En effet, vous êtes des représentants, vous ne savez pas sur tel ou tel dossier comment piloter votre affaire. Vous allez inviter les acteurs du monde sur lequel vous voulez agir, vous prenez des acteurs avec des opinions contradictoires, vous les faites se rencontrer avec des professionnels qui savent faire ça et vous tenter d'arriver à un consensus. C'est beaucoup plus exploré dans les démocraties d'Europe du Nord. C'est vrai qu'en France, c'est plus compliqué qu'ailleurs. On le voit dans les entreprises, les universités, etc. Quand je parle de compromis dans le milieu universitaire, on me répond « tu es pour la compromission ? » alors que cela n'a strictement rien à voir. Un compromis, nous allons discuter, cela va peut-être prendre une semaine, etc.





## *Le compromis est-il la solution pour renforcer la démocratie ?*

« MAIS C'EST VRAI QU'EN FRANCE, NOUS NE CHANGEONS PAS AU COMPROMIS, NOUS CHANGEONS AU CONFLIT. »

Regardez les législatives allemandes, c'est compliqué. Ils s'enferment pendant trois semaines avec des personnes aux avis contradictoires pour arriver à un programme commun que le Premier Ministre décline et cela tient. En France, lors des législatives, Renaissance a la majorité des sièges, mais pas la majorité absolue, il leur manque tout de même 44 sièges. En 1988, nous pouvions bricoler une majorité, en fonction des projets de loi. Il y avait une culture de compromis, des personnes qui voulaient et permettaient d'aboutir à des compromis. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Qui pense aujourd'hui à discuter avec ceux qui ont une majorité relative pour aboutir à un compromis. Si nous étions porteurs d'une culture de compromis, c'est comme cela qu'il faudrait fonctionner. Ce n'est pas très compliqué et nous ne trahirions pas la volonté du peuple. Nous sommes dans une culture révolutionnaire qui est tout à fait autre. Si l'on fait cela, nous sommes considérés comme des vendus.

## ÉCHANGES : APPROFONDISSEMENTS ET PERSPECTIVES

### *La démocratie sociale est-elle compatible avec le libéralisme ?*

**Question de Jean-Philippe Milesy :**

Bonsoir, je suis chroniqueur et professeur d'économie sociale. Je m'accorde à peu près sur tout ce que vous avez dit ce soir, et j'en suis ravi, mais je vais regretter une petite absence. Vous avez évoqué la Libération, et à la Libération il y a une conférence très importante qui s'appelle la conférence de Philadelphie qui était voulue par le Président Roosevelt, qui n'y a pas assisté car il est décédé juste avant le début. En France, dans la même veine, il y a eu le programme du Conseil National de la Résistance. Et ces deux procédés de la même idée, à la sortie de la confrontation mondiale et de la fin des totalitarismes fasciste et nazi, il y avait l'idée que la paix serait garantie par la démocratie sociale. Cette conférence de Philadelphie a été la grande conférence posant les bases de cette démocratie sociale pour les décades à venir. Et en France, la sécurité sociale dirigée par ses cotisants, nous allons loin dans les institutions. Et puis, nous procédons, nous en tant que mutualiste ou coopérateur, de cette démocratie sociale.

C'est contre cette démocratie sociale que se sont levés les grands penseurs

du libéralisme contemporain, je pense à Milton Friedman ou à Friedrich Von Hayek qui dit qu'entre une dictature libérale économiquement, et une démocratie régulatrice, il choisirait à contre-cœur la dictature libérale. Est-ce que le développement de ces idées libérales n'a pas contribué à affaiblir, y compris dans la classe politique, les idées profondes de démocratie ? Au-delà de la démocratie politique, n'y-a-t-il pas une question à se poser sur la démocratie sanitaire telle que nous la travaillons dans le mutualisme ou d'autres formes de démocraties existantes ?

**François Miquet- Marty :**

Pour rebondir sur les autres formes de démocraties, les textes de Léon Bourgeois dans son livre « Solidarités » datant de 1896, dit au fond que la démocratie ne peut se constituer que par des groupes sociaux eux-mêmes à distance de l'État, parce qu'il y aurait une dette entre les citoyens structurant la solidarité et que donc la démocratie ne peut exister qu'à distance de l'État. La vraie démocratie ne serait donc pas originaire de l'État mais de la solidarité qui unit les citoyens entre eux.

**Pascal Perrineau :**

Pour revenir sur le libéralisme, de quoi parle-t-on ? L'écho des hommes comme Von Hayek ou Friedman en France est faible. La droite française n'est pas une droite libérale. La tradition étatique est tellement forte en France que nous ne sommes pas dans un pays où le libéralisme à l'anglo-saxonne est développé. Je travaille deux mois par an aux Etats-Unis, je vois ce qu'on peut appeler de véritables libéraux. En France, ce n'est pas le cas. Les libéraux sont marginaux. Le seul véritable libéral, c'était Alain Madelin. Il s'est présenté une fois aux élections et il a réalisé la marginalité qu'il représentait. Même le courant de la gauche libérale, qui a voulu s'installer avec Manuel Valls, est resté très marginal. L'espace libéral en France est un espace beaucoup plus faible que chez nos voisins du Royaume-Uni. Alors est-ce que le libéralisme est l'ennemi de la démocratie ? Il y a des pays qui sont libéraux et qui sont très démocratiques : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne qui est la mère de la démocratie parlementaire, mais qui est très libérale sur le plan économique. Parce qu'une démocratie ne peut être que libérale sur le plan politique, c'est

un pivot essentiel. Alors la démocratie sociale, c'est vrai que nous avons connue après la guerre, un mouvement international consistant à dire que la démocratie politique doit trouver un prolongement dans la démocratie sociale. Et la démocratie politique ne pourra s'épanouir véritablement que si la démocratie sociale ne devient une réalité. C'est la démocratie de l'Etat providence. Mais qu'est-ce qu'il se passe ? Il y a un livre de Michel Schneider qui s'appelle « Big Mother » et c'est une psychopathologie de la vie politique dans lequel il tient le raisonnement suivant : au fond, c'est merveilleux cette démocratie politique qui s'articule à la démocratie sociale dans les années 50 mais cela a eu aussi des effets pervers.

Cela a eu deux effets pervers. Cela a transformé le citoyen de la démocratie politique en consommateur qui s'adresse au guichet étatique pour avoir toujours plus de services. Et quelque part, le principe même de la démocratie politique se perd dans cette mentalité de citoyen qui demande au guichet social.



# *La démocratie sociale est-elle tenable sur le long terme ?*

## « L'ETAT PROVIDENCE, C'EST FORMIDABLE QUAND L'ETAT A LES MOYENS DE FOURNIR »

Et deuxièmement, l'Etat providence, c'est formidable quand l'Etat a les moyens de fournir et de répondre à la demande sociale croissante de services de plus en plus sophistiqués, de couverture de plus en plus importante, de protection de plus en plus sécurisée. Le problème c'est qu'au bout d'un moment, l'Etat ne peut plus fournir. Alors l'auteur utilise, comme il est psychanalyste, la figure paternelle et la figure maternelle.

Quand l'Etat naît au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est un Etat régalien, qui est une figure paternelle d'autorité verticale. Avec l'Etat social de l'après-guerre, c'est Big Mother qui s'installe, c'est-à-dire que l'Etat prend une fonction maternante et va transformer le public de nos démocraties en public d'enfants. Il y a une certaine infantilisation, d'enfants qui réclament de plus en plus avec une mère qui, à long terme, ne peut plus fournir : le sein de l'Etat Providence est vide. Et les enfants entrent, à ce moment-là, en colère et c'est la situation dans laquelle nous sommes. Les citoyens infantilisés par Big Mother se retournent contre cet Etat qui était devenu de plus en plus un Etat horizontal et qui en plus de cela trouvent que les figures d'autorité verticales deviennent de plus en plus insupportables. Regardez dans la jeunesse, ce que je vois dans mes étudiants. Nous voyons que l'Etat social que vous décrivez a fonctionné de manière formidable des années 50 à 80 et depuis les années 80, cela connaît de multiples dysfonctions. Alors que fait-on ? Vers quels régimes peut-on aller ? Il faut bien voir qu'en France, nous avons un problème particulier qui est peut-être plus aigu que dans les autres démocraties : les corps intermédiaires qui articulent les demandes des individus par rapport au système politique et qui constituaient également des gardes-barrières. Les penseurs systémiques disent qu'il y a des citoyens, des gardes-barrières qui vont articuler les demandes pour les envoyer vers le système politique. Le système politique des décisions qui vont être appliquées par les corps intermédiaires.

Cela est valable dans les pays nordiques, en Allemagne, en Autriche car ces pays ont des corps intermédiaires qui fonctionnent bien. En France, les corps intermédiaires, nous les avons démolis lors de la Révolution parce que les révolutionnaires se méfiaient de corps intermédiaires qui étaient liés à l'économie de l'Ancien Régime, une économie fonctionnant uniquement avec les corps intermédiaires. Par conséquent, avec la loi Chapelier, etc. nous supprimons les corps intermédiaires et ils mettront beaucoup plus de temps à revenir dans la société française que dans le reste de l'Europe. Il faut attendre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avec l'autorisation des syndicats, des mouvements de grève, etc. Les Allemands avec un régime autoritaire sont beaucoup plus en avance que nous.

En outre, les corps intermédiaires ont toujours été faibles en France, qu'on le veuille ou non. Par exemple, la syndicalisation lorsqu'elle a atteint 21 ou 22 % dans les années 1970, nous nous disions « c'est merveilleux » mais il y a des tas de démocraties dans lesquelles ce taux atteint 65 ou 70 % des salariés. Aujourd'hui, cela représente entre 7 à 8 % des salariés qui sont syndiqués. La notion de représentativité est donc relative. Je crois que c'est utile d'avoir des syndicats représentatifs mais représentatifs de quoi ? Par exemple, les élus étudiants sont représentatifs de quoi ? d'une cinquantaine d'élèves ayant réellement votés pour eux. Pourtant, ils parlent dans les conseils d'administration, etc. S'il n'y a pas de démocratie participative à côté, quel est le poids et la légitimité de cette démocratie représentative là ? D'où l'idée d'organiser un référendum car les élus connaissent très mal les étudiants et la base étudiante ne les légitime plus. C'est le cas aussi dans la démocratie représentative générale.

**François Miquet-Marty :**

Le sujet est passionnant et permet de faire des ponts avec la démocratie mutualiste. Je vous propose de conclure sur ce sujet.



## O U V E R T U R E S À L ' I S S U E D E S É C H A N G E S

*La démocratie politique et la démocratie mutualiste peuvent-elles s'inspirer mutuellement ?*

Lors de cette neuvième Rencontre d'Aéma Groupe, Pascal Perrineau a démontré, par son expertise et ses connaissances, les risques et les difficultés auxquels faisaient face les différentes formes de la démocratie politique.

La démocratie représentative est ainsi constituée de représentants du peuple élus au suffrage universel tandis que la démocratie directe, semi-directe ou participative permet aux citoyens de s'exprimer directement sur des sujets donnés. Ces divers types de démocraties connaissent toutefois des difficultés grandissantes laissant place à une démocratie directe manifestante. Cette dernière manque néanmoins de légitimité du fait qu'elle ne représente réellement qu'une petite partie du peuple tout en s'autoproclamant comme la vérité populaire. Le manque de légitimité est souvent le véritable danger de chacune des différentes démocraties. C'est le cas également pour la démocratie sociale. Celle-ci a été mise en place à la suite de la Seconde Guerre mondiale. Si elle fonctionnait plutôt bien à ses débuts, la fin des Trente Glorieuses marque la fin de l'Etat providentiel et surtout infini. Le manque de moyens de l'Etat met en péril la démocratie sociale tandis que le citoyen, souhaitant toujours plus de services et de protection sociale, se retourne contre l'Etat et la démocratie sociale. La frustration de ne pouvoir agir, de n'être pas assez entendu, etc. commence alors à naître parmi la population. Une partie de celle-ci décide alors de ne plus aller voter pour ses représentants, mettant à mal la légitimité de ces derniers et par la même occasion de la démocratie représentative. Si la démocratie participative peut sembler répondre aux attentes de démocratie directe régulièrement souhaitée par la population, sa marge de manœuvre reste en réalité très faible. En effet, lorsque son taux de participation atteint 1 %, elle est considérée comme un succès. Elle mobilise très peu de personnes. Ensuite, il faut que l'avis sur lequel les populations se sont exprimées soit transformé en un processus décisionnaire.



Or, cela pose problème à la fois au niveau des acteurs politiques, qui ne souhaitent pas toujours véritablement avoir recours à un référendum ou à appliquer les décisions découlant de la démocratie participative, qu'au niveau de la faisabilité à grande échelle. Enfin, le manque de corps intermédiaires est l'une des principales difficultés dans l'articulation de chacune de ces démocraties.

Cependant, il existe des pays, comme la Suisse ou l'Irlande qui réussissent assez bien à allier les différents types de démocraties permettant ainsi de limiter la crise de confiance dans les institutions, même si elles ne sont pas totalement épargnées par le populisme par exemple. Ces Etats peuvent être considérés comme des modèles d'articulation et de pensée des démocraties dont les Etats, mais également les entreprises, y compris les mutuelles peuvent s'inspirer. La démocratie mutualiste est d'ailleurs une très bonne articulation de la démocratie représentative et participative, confrontée parfois aux mêmes problèmes que les autres formes de démocratie. Si la France pouvait s'inspirer de son voisin suisse, il serait sans doute intéressant pour l'Etat de s'inspirer des modèles à plus petites échelles qui fonctionnent au sein des mutuelles, avec le modèle de démocratie mutualiste. Cela vaut également pour les mutuelles qui peuvent s'inspirer, adapter et mettre en place des solutions de la démocratie politique, comme ce qui avait été mis en place lors du Grand Débat National (réunions d'initiative locale, plateformes de propositions, cahiers de doléances, etc.).

En conclusion, les différentes formes de démocratie ne doivent pas être mises en concurrence, cela les pénalise plus qu'autre chose. Au contraire, il est nécessaire, sinon essentiel de les penser ensemble, de les articuler afin de répondre aux différents besoins et aux diverses volontés des populations concernées dans les meilleures conditions. Elles ne doivent plus être concurrentes mais bel et bien partenaires.



05

## À PROPOS DE L'INTERVENANT



### *À propos de Pascal Perrineau*

Politologue et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, **Pascal Perrineau** est spécialiste du vote et de l'analyse des clivages politiques.

Il a été directeur du Centre de recherches politiques de Sciences-Po Paris (Cevipof) de 1991 à 2013 et l'un des cinq garants du grand débat national entre janvier et mars 2019.

Auteur de nombreux ouvrages, il a publié *Le Grand Écart : chronique d'une démocratie fragmentée*, aux éditions Plon en 2019.

Fort de son expérience de garant du grand débat national – qui lui a permis d'entendre directement la parole de nombreux Français, leurs préoccupations comme leurs revendications, mais aussi d'être au cœur de l'expérience du pouvoir politique et d'en approcher les intentions et les doutes –, Pascal Perrineau prend ici la mesure de l'état de santé démocratique du pays. Et c'est le portrait d'une France politique changée, troublée, en certains points fracturée, dans un contexte de défiance politique majeure entre gouvernants et gouvernés, qui s'impose.



## *Vos interlocuteurs au sein du centre de prospective GCF*

**François Miquet-Marty** est président-fondateur de l'institut d'études et de conseil en opinions Viavoice, créé en 2008, et du GCF (Global Center for the Future), centre de recherches prospectives transdisciplinaires qu'il a créé en 2019.

Il a développé une partie de ses analyses dans plusieurs livres, dont :

- *Les nouvelles passions françaises. Réinventer la société et répondre à la crise*, Michalon, 2013 ;
- *Secrets de croissance. L'entreprise métamorphose, nouvel âge de l'entreprise*, Michalon, 2016 ;
- *Le pari de l'avenir. Manifeste pour la prospective*, Fauves, 2017 ;
- *Collectif : Réinventons le progrès !*, L'Aube, 2020 ;
- *Les nouvelles fractures de l'humanité*, L'Aube, 2022.

François Miquet-Marty est un habitué des médias par son regard à la fois pragmatique, ancré dans la réalité tout en étant prospectif. Docteur de l'EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris).

**Gwenaëlle Leroux**, diplômée de l'Ecole d'Affaires Publiques de Sciences Po Paris, est chargée de prospective au sein du Global Center for the Future (GCF).

Ses expériences dans le domaine public, ainsi que ses connaissances en Humanités politiques et sur les évolutions de société lui permettent d'être polyvalente, allant du travail de veille à celui d'anticiper les besoins et les problématiques futures de nos sociétés et des entreprises.



## AÉMA GROUPE

Société de Groupe d'Assurance Mutuelle (SGAM),  
entreprise régie par le code des assurances,  
dont le siège social se situe 17-21, place Étienne-Pernet - 75015 Paris,  
identifiée sous le numéro unique 493 754 261.